



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Cabinet du Ministre Bureau du Cabinet Adresse : 78 rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP	CIRCULAIRE CAB/C2009-0002 Date: 04 mars 2009
--	---

Date de mise en application :
Annule et remplace:
Date limite de réponse:
Nombre d'annexe : 1
Degré et période de confidentialité :

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
à
(cf destinataires)

Objet : Note d'orientation et de cadrage pour la mise en œuvre d'un réseau d'épidémiologie-surveillance dans le domaine végétal

Résumé : Cette circulaire a pour objet de fournir aux DRAAF et à leurs interlocuteurs régionaux des éléments de cadrage propres à consolider et structurer les réseaux d'épidémiologie-surveillance dans le domaine du végétal, à initier les phases d'identification des acteurs impliqués, à mener les négociations sur la conception et la mise en œuvre opérationnelle de l'organisation régionale, et à gérer les éventuels dispositifs transitoires. Des éléments juridiques et financiers complémentaires seront envoyés au fur et à mesure de leur clarification. Elle demande une transmission du projet de schéma d'organisation régional et d'une estimation des dépenses pour le 30 mars 2009.

Mots-clés : Surveillance biologique du territoire – Réseau d'épidémiologie-surveillance – Charte de l'observation biologique - Bulletin de santé du végétal

Destinataires
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none">- Monsieur le Directeur Général de l'Alimentation- Madame et Messieurs les Préfets de Région- Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt

I - Préambule

A - Les objectifs de la surveillance biologique du territoire

B - Contexte et principes généraux de la structuration des réseaux de surveillance biologique du territoire

II- Organisation du réseau

A - Objet et champ d'intervention du réseau

B - Adhérents au réseau

C - Modalités de fonctionnement du réseau

D - Charte de l'observation biologique

III- Le traitement des données : système d'information et bulletin de santé du végétal

A - Système d'information

B - Le traitement et la diffusion des données

IV- Echancier, dispositions transitoires et perspectives

I- Préambule

A- Les objectifs de la surveillance biologique du territoire

La surveillance biologique du territoire est définie par l'article L 251-du code rural, modifié par l'article 9 de la loi du 25 juin 2008 relative aux organismes génétiquement modifiés : elle « a pour objet de s'assurer de l'état sanitaire et phytosanitaire des végétaux, et de suivre l'apparition éventuelle d'effets non intentionnels des pratiques agricoles sur l'environnement ».

L'objectif de la surveillance biologique du territoire est la vigilance et le suivi de l'état sanitaire du territoire et la maîtrise environnementale des conditions de production des végétaux. Elle doit permettre ainsi :

- La détection précoce de l'entrée sur le territoire national des organismes nuisibles de quarantaine au sens de la convention internationale pour la protection des végétaux – CIPV -, afin d'éviter leur dissémination, et, si besoin, d'appliquer les mesures d'éradication appropriées ;
- Le suivi des organismes nuisibles réglementés définis à l'article L. 251-3 du code rural comme ceux « dont la pullulation peut présenter à certains moments un danger rendant nécessaire dans un périmètre déterminé, des mesures particulières de défense » ;
- Le suivi des autres organismes nuisibles non réglementés plus ou moins présents sur le territoire national :
 - o susceptibles d'avoir une incidence inacceptable sur le rendement et la qualité des productions végétales, ou de menacer la survie des peuplements végétaux,
 - o éventuellement classés par la partie contractante importatrice comme organismes nuisibles de quarantaine (ONQ) ou organismes réglementés non de quarantaine (ORNQ) au sens de la CIPV.
- La connaissance de l'état phytosanitaire du territoire indispensable pour le raisonnement des itinéraires techniques de protection des végétaux dans le but de réduire l'utilisation globale des produits phytopharmaceutiques ;
- La veille sur les risques sanitaires émergents consécutifs à l'accroissement des échanges internationaux ;
- La mise en évidence des effets non intentionnels pouvant avoir un impact sur l'environnement et sur la sécurité sanitaire, générés par :
 - o l'emploi des produits phytopharmaceutiques,
 - o le recours à certaines innovations technologiques dans le secteur des productions végétales telles l'utilisation des organismes génétiquement modifiés.

La surveillance biologique se conçoit sur un territoire, dans ses différentes dimensions géographique, économique et sociale. Il en résulte notamment qu'elle concerne les zones agricoles et les zones non agricoles (ZNA) et que ses priorités sont définies en fonction d'enjeux spécifiques, nationaux, régionaux et le cas échéant infra-régionaux.

Dans l'ensemble de ses dimensions, la surveillance biologique du territoire constitue un outil de gestion du risque pour les autorités sanitaires publiques, pour les agriculteurs et pour les gestionnaires d'espaces agricoles ou non agricoles.

B- Contexte et principes généraux de la structuration des réseaux de surveillance biologique du territoire

La réflexion sur les objectifs et l'organisation de la surveillance biologique du territoire a été engagée depuis plusieurs années au sein de la direction générale de l'alimentation, sous-direction de la qualité et de la protection des végétaux (DGAL-SDQPV) et des directions régionales de l'agriculture et de la forêt-services régionaux de la protection des végétaux (DRAF SRPV).

Cette réflexion s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'Etat et de l'évolution de ses modes d'intervention et de pilotage. C'est la raison pour laquelle il vous a été proposé, à l'occasion des entretiens du dialogue de gestion, de vous engager dans le développement de partenariats avec les organisations professionnelles agricoles et les organisations de développement.

Dès l'issue des travaux du Grenelle de l'environnement, le Ministre de l'agriculture a souhaité que le renforcement des réseaux de surveillance sur les bio-agresseurs et sur les effets non intentionnels des pratiques agricoles soit l'un des axes de réflexion pour l'élaboration du plan de réduction de l'utilisation des pesticides sur cinq ans si possible. La surveillance biologique du territoire apparaît en effet indispensable à une « agriculture écologique et productive » et sa place a été reconnue au cœur du dispositif du plan Ecophyto 2018 présenté en conseil des ministres le 10 septembre 2008. La mise en œuvre de cette orientation sera en premier lieu engagée par le développement et la structuration des réseaux d'épidémio-surveillance, permettant la connaissance de la situation phytosanitaire et la disponibilité sur tout le territoire, et pour l'ensemble des filières, d'un « bulletin de santé du végétal » de référence, qui contribue à un conseil s'inscrivant dans les objectifs du plan Ecophyto 2018. La réflexion et les actions engagées sur les autres dimensions de la surveillance biologique du territoire, et notamment la surveillance générale sur l'impact des pratiques agricoles, seront poursuivies en parallèle.

Afin de clarifier la position des services de l'Etat et le rôle de ses différents partenaires, une mission a été confiée au Conseil général de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux (CGAAER), dans le but de formuler des propositions d'organisation et de gouvernance du dispositif.

Sur la base de ces propositions, j'ai retenu après concertation avec les partenaires concernés les principes généraux ci-dessous :

- l'information phytosanitaire est une information publique, qui a vocation à être recueillie par l'ensemble des acteurs selon des protocoles harmonisés, et mutualisée au sein du système d'information de la protection des végétaux (SIPV),
- la préconisation est une activité privée et concurrentielle, qui utilise les données publiques d'observation et doit être régulée par un dispositif de certification obligatoire.

L'objet de la présente circulaire est de préciser les modalités de mise en œuvre de ces dispositions. Elle ne s'applique à ce stade qu'à l'organisation de l'épidémio-surveillance et ne concerne pas les territoires forestiers. La surveillance des organismes nuisibles aux forêts est en effet assurée par un réseau particulier intitulé « Défense et santé des forêts (DSF) », dont les données ont vocation à terme à s'agréger aux données issues des réseaux objet de la présente note.

II- Organisation du réseau

Vous vous êtes engagés depuis quelques années dans le développement des partenariats. La répartition des rôles entre les différents acteurs de la veille sanitaire et du bulletin d'avertissement agricole® dans son acception actuelle s'avère aujourd'hui hétérogène sur l'ensemble du territoire, en raison notamment de la diversité des filières et des spécificités régionales.

Il a donc été décidé de ne pas remettre en cause les organisations fiables qui sont en place mais de poser quelques principes communs permettant de conférer au dispositif une cohérence nationale.

A- Objet et champ d'intervention du réseau

La structuration des partenariats concernera dans un premier temps et en priorité l'épidémiologie-surveillance c'est-à-dire la collecte des données et informations d'ordre épidémiologique dans le domaine de la protection des végétaux (article L. 201-1 I du code rural). Toutefois vous veillerez à la poursuite des actions prévues au titre des notes de service relatives à la biovigilance, et visant à observer l'impact potentiel sur les différents compartiments de l'environnement (faune, flore, eau et sols...) des différents moyens de protection des cultures. Lorsque des partenariats sont possibles, ils seront engagés.

L'épidémiologie-surveillance vise à la détection des organismes nuisibles aux végétaux, quel que soit leur statut, et au suivi de leur extension. Elle est indispensable à la mise en oeuvre de programmes de lutte coordonnés afin de maîtriser la dissémination des organismes nuisibles réglementés sur le territoire national. Elle doit fournir une connaissance fine de la situation phytosanitaire nationale et régionale, permettre l'élaboration des bilans phytosanitaires périodiques et le suivi des données nécessaires au raisonnement des pratiques agricoles. Elle participe à la maîtrise des risques liés aux bio-agresseurs et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que des autres moyens de protection et de lutte contre les organismes nuisibles.

L'épidémiologie-surveillance est un appui indispensable et stratégique aux exportateurs en permettant la certification phytosanitaire des produits végétaux circulant dans l'Union Européenne ou exportés, au regard des exigences sanitaires en vigueur au sein de l'Union européenne et des pays tiers.

Dans son objectif de veille, d'alerte et de surveillance générale, le réseau d'épidémiologie-surveillance doit donc concerner l'ensemble des organismes nuisibles aux végétaux, qu'ils soient ou non réglementés. L'organisation de l'épidémiologie-surveillance prévue par la présente note ne préjuge pas des délégations de service public qui sont ou seront confiées à certains acteurs spécifiques. Les plans de surveillance spécifiques liés à des risques phytosanitaires identifiés seront poursuivis en application des notes de service et selon les modes de délégation de service public en vigueur.

La surveillance des organismes nuisibles sur les territoires forestiers est quant à elle assurée par un réseau particulier associant les professionnels forestiers, dont les données ont vocation à s'agréger aux données issues des réseaux objet de la présente note.

B- Adhérents au réseau

L'ensemble des opérateurs directement ou indirectement concernés par les enjeux en cause a vocation à participer aux réseaux d'observations, *a fortiori* lorsqu'ils recueillent déjà des données de surveillance.

Il sera tenu compte des partenariats déjà engagés et des possibilités de les optimiser. Le fondement affirmé de ces partenariats doit être l'engagement d'appliquer la « charte de l'observation biologique », de mutualiser les données d'analyse du risque phytosanitaire collectées par le réseau et de réserver la même attention aux organismes nuisibles réglementés et non réglementés. La participation au réseau permettra l'accès à l'ensemble des données mutualisées. Des règles de confidentialité spécifiques doivent être définies préalablement à la mise en place des réseaux.

Lorsque des opérateurs ont, sur un territoire donné et une filière donnée, préalablement structuré un réseau, une convention de partage des données pourra être établie entre les organismes concernés, le président du comité régional et la direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt. Cette convention prévoira les modalités de réalisation et de publication du « bulletin de santé du végétal » et de mise à disposition des informations ayant vocation à être consolidées au niveau national.

Au-delà de l'intérêt de chacun et de l'intérêt collectif de la profession à disposer d'une information mutualisée et donc plus complète, il pourra être rappelé à l'ensemble des opérateurs :

- la possibilité pour les structures partenaires, selon la hauteur de leur contribution, d'accéder en temps réel à ces données et/ou à leurs traitements au niveau régional et national ainsi qu'aux modèles utilisés, selon des modalités négociées respectivement sur le plan régional et national ;
- l'importance de la détection précoce des premiers foyers d'organismes nuisibles et la mise en place des dispositifs de solidarité ;
- la perspective de la certification du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques s'appuyant notamment sur le bulletin de santé du végétal, que ce conseil soit ou non délivré à l'occasion d'une activité de vente ;
- l'exigence de la certification phytosanitaire conformément aux méthodes préconisées par la CIPV pour les productions commercialisées hors du territoire national.

En outre, les économies liées aux synergies entre acteurs et à l'accès à une information démultipliée ainsi que l'articulation toujours possible entre mutualisation au niveau régional ou infra-régional et des observations plus fines au niveau de petites régions pourront être soulignés.

La mise en œuvre du dispositif est un levier de réussite du plan Ecophyto 2018, sur lequel l'ensemble des parties-prenantes se sont engagées au niveau national. Il vous appartiendra de faciliter au niveau régional un processus équivalent permettant progressivement l'intégration dans le réseau de l'ensemble des acteurs.

C – Modalités de fonctionnement du réseau

Des organes de gouvernance devront être mis en place au niveau national et régional.

1 - Au niveau national, le plan ecophyto 2018 prévoit un comité d'orientation et de suivi piloté par le Ministre de l'Agriculture et de la pêche, associant l'ensemble des parties prenantes ayant contribué à son élaboration. Un comité national de l'épidémio-surveillance, placé sous la présidence du Directeur Général de l'Alimentation, sera constitué entre les représentants de l'Etat, des organisations professionnelles et de développement agricole, des représentants nationaux des opérateurs parties prenantes et des responsables de l'évaluation des risques. Il s'appuiera sur le plan scientifique et technique sur le comité de surveillance biologique du territoire prévu à l'article L. 251-1 II du code rural. Le comité d'orientation définira la stratégie globale à mettre en œuvre, validera les protocoles d'observation harmonisés, les modalités d'accès aux données nationales, et les schémas régionaux d'organisation du réseau d'épidémio-surveillance du domaine végétal que vous me proposerez.

2 - Au niveau régional, le plan Ecophyto 2018 prévoit la mise en place sous la présidence du Préfet de région (DRAAF) d'un comité d'orientation et de suivi du plan Ecophyto 2018. Au sein de ce comité sera constitué un comité régional dédié à l'organisation et au pilotage des réseaux d'épidémio-surveillance.

Ce comité régional, placé sous la présidence du PRÉSIDENT de la Chambre régionale d'agriculture, associera les acteurs participant à la veille sanitaire (FREDON, Chambres départementales, instituts techniques, organismes de la distribution...).

a) Ce comité régional aura pour mission, en fonction du contexte régional et des attentes locales :

- la définition du schéma régional et de l'animation globale des différents réseaux mis en place ;
- le conventionnement des organismes collectant des données de surveillance et susceptibles d'adhérer au réseau, sur la base d'un modèle de convention validé par le comité national. Cette convention contiendra un engagement de l'organisme de respecter une « charte de l'observation biologique », et de décrire les conditions dans lesquelles il supervise l'activité du réseau qu'il apporte au dispositif ;
- le choix des animateurs chargés de programmer et de coordonner la collecte et la mise en forme des informations relatives à l'état sanitaire des différentes cultures et éventuellement des zones non agricoles. Le choix des animateurs est confirmé par une lettre de mission signée du président du comité

régional, adressé à l'animateur avec copie au responsable de la structure à laquelle il appartient. Cet animateur est l'interlocuteur du comité régional dans le suivi des conventions et des partenariats ; il est le chef de file de la rédaction du « bulletin de santé du végétal » dans son domaine de compétence ;

- de proposer à l'agrément de la DGAL un administrateur des bases de données (voir III A) dont la fonction est de vérifier la qualité des données entrées dans la base régionale, et de gérer les droits d'accès conformément aux décisions du comité régional.

Ces fonctions ne peuvent être remplies ni par un représentant d'un organisme de mise sur le marché ou de distribution de produits phytopharmaceutiques, ni par un agent de la DRAAF, sauf à titre exceptionnel dans la phase transitoire ou pour une culture mineure. Dans tous les cas elles doivent être indépendantes de celles relatives à la préconisation; cette distinction et cette indépendance doivent être démontrées le cas échéant.

Dans chaque région, la structure responsable et les équipes opérationnelles chargées de la préparation et de la mise en œuvre des actions décidées par le comité régional devront être clairement identifiées.

b) Le DRAAF jouera le rôle de Commissaire du gouvernement auprès du comité régional, et veillera donc à l'adéquation du dispositif aux objectifs de la DGAL et à ceux du plan ecophyto 2018, ainsi qu' à la cohérence des décisions avec celles prises par le comité régional de suivi de ce plan. Il pourra s'opposer à certaines des décisions du comité régional et à la désignation de certains animateurs de filière lorsque ces choix ne seront pas conformes aux orientations et aux objectifs définis par la présente note ou par le comité national d'orientation.

Il assurera la supervision, par un contrôle de second niveau auprès de la structure responsable opérationnelle et des animateurs de filière :

- du fonctionnement du réseau régional d'épidémio-surveillance et de sa fiabilité,
- de l'activité et de l'indépendance de la structure responsable et des animateurs par filière, du maintien de leurs compétences et de la fiabilité des données publiées dans le bulletin,
- de l'activité de l'administrateur des bases de données régionales,
- de la fiabilité des données.

Dans une approche de type qualité, il veillera au respect des conventions conclues entre les différents partenaires, au respect de la « charte de l'observation biologique », au processus d'élaboration du « bulletin de santé du végétal », au professionnalisme des acteurs ainsi qu'à la qualité des observations recueillies et des messages délivrés.

A la demande du directeur général de l'alimentation, l'unité d'audit sanitaire (UAS) constituée au sein du CGAAER pourra parallèlement effectuer le contrôle du réseau d'épidémio-surveillance avec le concours des experts nationaux de la sous-direction de la qualité et de la protection des végétaux.

D- Charte de l'observation biologique

Elle doit permettre de garantir la pertinence, l'homogénéité et la traçabilité des observations réalisées par les différents acteurs. Elle sera validée par le comité national sur la base de l'ensemble des points suivants, dont certains sont par ailleurs décrits dans les tables utilisées pour alimenter l'actuel logiciel métier de la SDQPV Orius :

- niveau minimum de connaissance requis des observateurs sur les organismes nuisibles aux végétaux (adventices, ravageurs et parasites) à surveiller, et si besoin formations à prévoir ;
- échantillonnage des parcelles de référence : localisation, nombre selon les cultures, place dans la rotation, pérennité ;
- nature des observations : conditions météorologiques, mode de conduite de la culture, stades phénologiques et cultivars, organismes nuisibles présents, organismes nuisibles exigeant une vigilance particulière (organismes nuisibles de quarantaine ou émergents) ;

- types de mesure (piégeage, comptage, note) et fréquence des mesures, jugement sur les conséquences des organismes nuisibles sur les végétaux compte tenu de leur niveau de pullulation et de leur évolution probable (présence de faune auxiliaire, apparition de résistance) ;
- protocole de prélèvement et d'envoi des échantillons à identifier ;
- dispositif d'alerte en présence d'un organisme nuisible de quarantaine ;
- outils utilisés pour la mise en forme des observations et leur mise en commun.

Des protocoles simplifiés pourront être prévus, notamment pour répondre à l'objectif de veille sur les organismes émergents, et en impliquant les agriculteurs.

Dans l'attente vous veillerez au respect des conditions minimales définies le cas échéant par des cahiers des charges régionaux permettant de garantir la qualité des observations sans faire obstacle au développement du réseau, avec l'appui des experts nationaux de la protection des végétaux et en tant que de besoin en coopération inter-régionale.

III- Le traitement des données : système d'information et bulletin de santé du végétal

A Système d'information

Les données issues de l'épidémiologie-surveillance, émanant de différents partenaires du niveau régional et collectées selon des protocoles harmonisés, ont vocation à être agrégées à deux niveaux au sein du système d'information de la protection des végétaux (SIPV), propriété de la DGAL. Les données agrégées au sein de ce système d'information seront propriété de l'Etat, sans préjudice du droit de ceux qui les y ont inscrites à les traiter et à les utiliser:

1- un niveau régional dont le contenu est adapté aux besoins locaux et au cadre national. Ce niveau doit compiler les différentes observations, faciliter l'analyse de risque et la préparation du « bulletin de santé du végétal » et permettre le transfert au niveau national des données nécessaires à l'organisation nationale de la protection des végétaux.

2- un niveau national doit permettre à la DGAL d'avoir connaissance de la situation sanitaire des différentes parties du territoire.

Ce système d'information a vocation être un outil de gestion du risque aux niveaux des bassins de production, de la région ou du territoire national.

Le cahier des charges du système d'information permettant de répondre à ces deux objectifs est en cours de réalisation. Dans la phase transitoire actuelle, le logiciel métier Orius et les bases de données partagées sous Access doivent continuer d'être utilisées par les services régionaux et leurs partenaires pour agréger les données recueillies au niveau régional et permettre leur consolidation au niveau national. Le comité régional pourra, avec l'approbation du DRAAF Commissaire du gouvernement, tester au cours de cette phase transitoire les outils disponibles en région permettant de répondre aux objectifs.

La validation des données contenues dans chacun des volets est assurée par un administrateur unique agréé par la DGAL qui détient le contrôle des deux volets ci-dessus. Il veillera notamment au respect des règles de confidentialité et d'accès aux données et à leurs traitements que l'Etat, propriétaire de ces données, garantit à l'ensemble des partenaires.

B- Le traitement et la diffusion des données

1- Le traitement des données est assuré collégialement par les différents observateurs ayant adhéré au réseau et sous la coordination des animateurs choisis par le comité régional pour leur connaissance des problèmes sanitaires prévalant dans les différentes filières. L'animateur nominativement désigné procèdera à l'évaluation du risque à partir du traitement collégial des données et des informations produites par les modèles épidémiologiques mis à sa disposition par convention.

2- Mise à disposition des modèles

L'objectif des modèles prévisionnels et des outils d'aide à la décision qui leur sont associés est d'anticiper le risque engendré par les organismes nuisibles (maladies et ravageurs) de façon à raisonner les interventions.

Les conditions de mise à disposition des modèles développés par les services chargés de la protection des végétaux, ou d'utilisation d'autres modèles qu'ils peuvent agréer, seront validées, avec l'accord du propriétaire, par le comité national, sur la base de l'ensemble des points suivants :

- la liste des modèles mis à disposition et la mention de leur appartenance,
- le domaine de validité régional et/ou parcellaire des prévisions,
- le réseau de stations météorologiques et d'observations biologiques utilisé pour alimenter les logiciels,
- la formation à dispenser aux utilisateurs des logiciels,
- le bilan à l'issue de chaque campagne.

Dans l'attente vous veillerez au respect des conditions minimales permettant de garantir le bon usage des modèles avec l'appui des experts nationaux de la protection des végétaux.

3- La diffusion des données traitées se fera sous la forme d'un « bulletin de santé du végétal » contenant la description de la situation sanitaire, l'évaluation du risque, le résumé de la situation épidémiologique décrite par les modèles et les seuils de nuisibilité des bio-agresseurs des cultures ou des végétaux présents en zones non agricoles. Il pourra, en fonction des décisions du comité régional, contenir des informations de nature agronomique et météorologique, et alerter sur les risques connus liés à l'utilisation de certaines substances. Le comité régional désignera le directeur de publication, le Président de la Chambre régionale d'agriculture ayant vocation à remplir ce rôle.

La rédaction du bulletin, assurée sous la responsabilité de l'animateur et dans les délais les plus brefs, sera soumise à la validation d'un comité de rédaction dont fait partie le DRAAF, commissaire du gouvernement et responsable de la supervision du dispositif. Son rôle au sein de ce comité n'est pas de valider chaque bulletin en dernier ressort, mais de veiller à la qualité du processus d'élaboration et des messages diffusés.

Les « notes nationales » rédigées par les experts du service de la protection des végétaux et leurs partenaires (INRA, instituts techniques) et les « messages réglementaires » émanant de la DGAL seront systématiquement repris dans ce bulletin.

Le « bulletin de santé du végétal » sera mis gratuitement à disposition de tous les acteurs sur le site internet de la DRAAF afin d'en permettre un accès public à l'intention notamment des agriculteurs. Le cas échéant, le comité régional pourra prévoir une diffusion spécifique dont le coût et les modalités de diffusion devront garantir à l'ensemble des professionnels un accès au bulletin.

4- Aucune préconisation entendue comme « l'action visant à recommander vivement un traitement » ne doit figurer dans le « bulletin de santé du végétal ».

Les préconisations relèvent désormais du domaine concurrentiel et s'appuieront notamment sur le « bulletin de santé du végétal ».

Le comité national rédigera un document cadre, avec l'appui technique du comité de surveillance biologique du territoire, précisant le type d'informations qui doivent et peuvent être diffusées dans le bulletin de santé du végétal, dédié à l'information de référence de tous les agriculteurs quelle que soit leur stratégie de production, et excluant toute activité de préconisation.

Conformément au plan Ecophyto 2018, le projet de loi portant engagement national pour l'environnement prévoit une réforme du chapitre IV du titre V du livre II (partie législative) du code rural élargissant l'obligation de certification à l'ensemble des activités de préconisation, qu'elles s'exercent ou pas dans le cadre d'une activité de distribution. Les conditions dans lesquelles les conseillers privés pourraient utiliser le label « avertissements agricoles ® », seront définies dans le cadre des modalités de mise en œuvre de cette réforme.

IV- Echancier, dispositions transitoires et perspectives

Je vous invite à informer dès réception de la présente note de service l'ensemble de vos partenaires de ces dispositions, à vous rapprocher de la chambre régionale d'agriculture afin de prévoir dans les meilleurs délais un comité régional, et à préfigurer dès ce stade le schéma régional en vous assurant de la mobilisation de l'ensemble des opérateurs. Vous veillerez à ce que l'organisation régionale soit mise en œuvre avec pragmatisme dans le courant de la campagne 2008-2009 afin d'être opérationnelle pour la campagne suivante. Lorsque vous l'estimerez nécessaire à l'adhésion des partenaires au nouveau dispositif, vous pourrez notamment prévoir sur cette campagne des modalités transitoires de retrait des services de l'Etat de la maîtrise d'œuvre opérationnelle qu'ils exerçaient jusque là dans le dispositif d'épidémio-surveillance et de rédaction des bulletins d'avertissement agricole.

La loi de finances pour 2009 prévoit une augmentation de la redevance pour pollution diffuse assise sur les produits phytopharmaceutiques et affecte le produit supplémentaire résultant de cette augmentation au plan ecophyto 2018, notamment à la structuration des réseaux d'épidémio-surveillance objet de la présente note. Pourront ainsi être pris en charge, au niveau national, la création du système d'information, et au niveau régional, le financement des missions des animateurs de filière, la coordination interfilières, des frais de petit matériel et d'analyses, et le cas échéant l'indemnisation des observateurs. Des éléments complémentaires vous seront apportés dès la validation par les instances de gouvernance nationale du plan ecophyto 2018 de la répartition par axe des moyens disponibles.

Je vous invite à me faire part de toutes les remarques et difficultés de mise en œuvre afin que les outils nationaux dont la DGAL a la responsabilité puissent être opérationnels. Vous me transmettez avant le 30 mars, pour validation après avis du comité national d'orientation, le projet de schéma d'organisation régionale adopté par le comité régional, une estimation des dépenses prévues au paragraphe précédent et les commentaires que vous estimerez nécessaires.

En tout état de cause, il conviendra dans une phase ultérieure que les statuts possibles de la structure opérationnelle régionale, les rôles d'animation et d'observateur ainsi que celui de Commissaire du Gouvernement soient formalisés conformément au code rural. Une expertise juridique est en cours afin de définir les adaptations le cas échéant nécessaires. Des instructions complémentaires vous seront communiquées ultérieurement.

Le Ministre de l'agriculture
et de la pêche

Michel BARNIER